**Extrait N° 15 / du procès-verbal des
délibérations du Conseil Municipal**

Séance ordinaire du 18 JUIN 2010

L'an deux mil dix, le dix huit juin à dix huit heures, le conseil municipal de la Commune des AVIRONS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Michel DENNEMONT, Maire.**

NOTA :

Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie le

que la convocation du conseil a été faite le **9 juin 2010** et que le nombre des membres en exercice étant de **29**, le nombre des membres présents est de **25**.

Le Maire,

Présents : M. MONDON René - Mme BAILLIF Line Rose - M. DENNEMONT Jean Daniel - Mme ZETTOR Jacqueline - M. LESQUELIN Jean Hugues - Mme LUCAS Roseline - M. ESCHYLE Gilles - Mme MEZINO Sylvaine - M. BENARD Alex - Mme HEBERT Monique - Mme MARCHAND Gladys - Mme LAMOLY Viviane - M. SERMANDE Jean Pierre - Mme RIVIERE Suzette - Mme JULLIEN Marie Josée - Mlle ROMAINSTAL Géraldine - Mme CADAS Isabelle - Mme BARET Liliane - M. BADER Ricardot - M. CLOTAGATIDE Vincent - Mme CADERBY Colette - M. GRONDIN Jacki - M. REMY Michel - Mme BETON Fernande.

Absent : M. FERRERE Eric.

Procuration : M. RIVIERE Lucien a donné mandat à M. MONDON René - M. FRINGUE Mickaël a donné mandat à Mme MARCHAND Gladys - RIVIERE Raphaël a donné mandat à Mme BAILLIF Line.

Secrétaire : Le Maire propose la candidature de M. CLOTAGATIDE Vincent comme **secrétaire de séance**. Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'unanimité, M. CLOTAGATIDE est désigné pour en assurer les fonctions.

& &
&

AFFAIRE N° 15 / Marchés publics
- Guide de procédure interne

Par **délibération n° 11 en date du 5 mars 2010**, le conseil municipal a approuvé le guide interne des procédures adaptées pour les achats de la Commune.

Suite à une erreur administrative, il convient pour le conseil de se prononcer à nouveau sur ce document.

.../...

Pour mémoire, il est rappelé qu'il appartient à la personne publique de déterminer les modalités de publicité et de mise en concurrence adaptées au montant et à la nature des travaux, des fournitures ou des services en cause lorsque les marchés sont passés en procédure adaptée.

La procédure retenue devra respecter les principes généraux fixés à l'article 1^{er} du code : liberté d'accès à la commande publique, égalité de traitement des candidats et transparence des procédures.

L'achat sera considéré comme effectué dans des conditions satisfaisantes, au regard des principes susvisés de la commande publique, si les moyens de publicité utilisés permettent aux prestataires potentiels d'être informés de l'intention d'acheter et du contenu de l'achat. Ces moyens seront déterminés en fonction notamment du montant, de la nature, de la complexité et de l'urgence du besoin.

Etant préalablement rappelé que l'évaluation du montant des besoins de la collectivité pour les fournitures et les services, à comparer aux seuils, s'effectue de la manière suivante : pour les marchés inférieurs à un an, la valeur totale sur l'année des fournitures ou des services pouvant être considérés comme homogènes soit en raison de leurs caractéristiques propres, soit parce qu'ils constituent une unité fonctionnelle. Aux fins de délimiter l'homogénéité des fournitures ou services, il est proposé au conseil de maintenir la nomenclature de référence actuelle.

Il est proposé au conseil de retenir les procédures adaptées suivantes :

A – POUR LES FOURNITURES ET SERVICES

▪ De 0 à 4 000 euros Hors Taxe :

Les marchés peuvent être passés sans publicité. En conséquence, pour les achats de fournitures et de services considérés comme homogènes, il est possible de s'adresser directement au fournisseur de son choix.

▪ De plus de 4 000 euros Hors Taxe à 20 000 euros Hors Taxe :

Affichage en mairie et/ou diffusion sur le site de dématérialisation de la Commune des avis d'achats et consultation orale de plusieurs fournisseurs –deux au minimum (sauf situation monopolistique)- avec exigence d'une offre écrite.

▪ De plus de 20 000 euros Hors Taxe à 50 000 euros Hors Taxe :

Affichage en mairie et/ou diffusion sur le site de dématérialisation de la Commune des avis d'achats et consultation écrite de plusieurs fournisseurs –deux au minimum (sauf situation monopolistique)- avec exigence d'une offre écrite.

.../...

▪ **De plus de 50 000 euros Hors Taxe à 90 000 euros Hors Taxe :**

Affichage en mairie et/ou diffusion sur le site de dématérialisation de la Commune des avis d'achats et consultation écrite obligatoire d'au moins trois fournisseurs (sauf situation monopolistique), l'écrit comporte au minimum les indications figurant dans l'avis.

▪ **De plus de 90 000 euros Hors Taxe au seuil de procédure formalisée** (actuellement, ce seuil a été fixé à 193 000 euros Hors Taxe par décret n° 2009-1702 du 30 décembre 2009).

Diffusion sur le site de dématérialisation. Obligatoirement, la publication d'un avis d'appel public à la concurrence à minima dans un journal d'annonces légales avec remise d'un dossier de candidature comportant au minimum un acte d'engagement, un cahier des clauses particulières et un règlement de la consultation.

Les marchés réalisés dans cette tranche feront également l'objet d'une numérotation et seront ainsi identifiés dans le cadre des procédures de contrôles hiérarchisés mises en place au sein de la Trésorerie.

De plus, au cas par cas, le pouvoir adjudicateur apprécie si, compte tenu de la nature ou du montant des travaux en cause, une publication dans un journal spécialisé correspondant au secteur économique concerné est nécessaire.

B – POUR LES TRAVAUX

Il est précisé que la valeur à prendre en compte est la valeur globale des travaux se rapportant à une opération portant sur un ou plusieurs ouvrages.

▪ **De 0 à 4 000 euros Hors Taxe :**

Les marchés peuvent être passés sans publicité. En conséquence, pour les achats de fournitures et de services considérés comme homogènes, il est possible de s'adresser directement au fournisseur de son choix.

▪ **De plus de 4 000 euros Hors Taxe à 20 000 euros Hors Taxe :**

Affichage en mairie et/ou diffusion sur le site de dématérialisation de la Commune des avis d'achats et consultation orale de plusieurs fournisseurs –deux au minimum (sauf situation monopolistique)- avec exigence d'une offre écrite.

▪ **De plus de 20 000 euros Hors Taxe à 50 000 euros Hors Taxe :**

Affichage en mairie et/ou diffusion sur le site de dématérialisation de la Commune des avis d'achats et consultation écrite de plusieurs fournisseurs –deux au minimum (sauf situation monopolistique)- avec exigence d'une offre écrite.

▪ **De plus de 50 000 euros Hors Taxe à 90 000 euros Hors Taxe :**

Affichage en mairie et/ou diffusion sur le site de dématérialisation de la Commune des avis d'achats et consultation écrite obligatoire d'au moins trois fournisseurs (sauf situation monopolistique), l'écrit comporte au minimum les indications figurant dans l'avis.

▪ **De plus de 90 000 euros Hors Taxe à 1 000 000 euros Hors Taxe :**

Diffusion sur le site de dématérialisation. Obligatoirement la publication d'un avis d'appel public à la concurrence à minima dans un journal d'annonces légales avec remise d'un dossier de candidature comportant au minimum un acte d'engagement, un cahier des clauses particulières et un règlement de la consultation.

Les marchés réalisés dans cette tranche feront également l'objet d'une numérotation et seront ainsi identifiés dans le cadre des procédures de contrôles hiérarchisés mises en place au sein de la Trésorerie.

De plus, au cas par cas, le pouvoir adjudicateur apprécie si compte tenu de la nature ou du montant des travaux en cause, une publication dans un journal spécialisé correspondant au secteur économique concerné est nécessaire.

L'ouverture, l'analyse des offres et l'attribution de ces marchés sera faite par le représentant du pouvoir adjudicateur.

▪ **De plus de 1 000 000 euros Hors Taxe au seuil de procédure formalisée** (seuil fixé actuellement à 4 845 000 euros Hors Taxe par décret n° 2009-1702 du 30/12/2009) :

Diffusion sur le site de dématérialisation. Obligatoirement la publication d'un avis d'appel public à la concurrence dans un journal d'annonces légales avec remise d'un dossier de candidature comportant au minimum un acte d'engagement, un cahier des clauses particulières, un cahier des clauses techniques, un bordereau de prix et un règlement de la consultation.

Les marchés réalisés dans cette tranche feront également l'objet d'une numérotation et seront ainsi identifiés dans le cadre des procédures de contrôles hiérarchisés mises en place au sein de la Trésorerie. Examen des offres par une commission dont la composition et le fonctionnement seront identiques à la commission d'appel d'offres actuelle. Cette commission émettra un avis simple. Il appartiendra au représentant du pouvoir adjudicateur de prendre la décision d'attribution.

De plus, au cas par cas, le pouvoir adjudicateur apprécie si compte tenu de la nature ou du montant des travaux en cause, une publication dans un journal spécialisé correspondant au secteur économique concerné est nécessaire.

Au-delà des seuils sus-visés, il sera fait application des règles de publicité et de mise en concurrence définies au code des marchés publics.

Un support publicitaire est indiqué selon les différentes tranches d'achats concernés. Quel que soit le support retenu, les avis doivent contenir les mentions minimales suivantes :

- L'identification de la personne publique,
- L'objet du marché,
- Le lieu d'exécution,
- Le service et/ou la personne à contacter pour retirer le dossier de candidature ou obtenir les renseignements nécessaires à la remise de l'offre,
- Les modalités de remise de l'offre et/ou de la candidature,
- Les critères de pondération,
- La date et l'heure limites et le lieu de dépôt de l'offre.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, après discussions, délibère et, à **l'unanimité**, approuve le guide interne des procédures adaptées pour les achats de la Commune, tel que modifié.

Et les membres ont signé.

Pour expédition conforme,

Le Maire,

Mairie des Avirons